



# SOUS LES PROJECTEURS DU MOGED

Rapport annuel  
**2021**

# Changeons d'échelle



Chèr·e·s amies et amis,

La pandémie qui secoue notre monde depuis près de deux ans a peut-être renversé beaucoup de nos certitudes et nos convictions, elle n'a cependant pas ébranlé nos aspirations et notre volonté d'avancer quoiqu'il arrive.

Dans l'adversité, nous avons posé, pierre après pierre les jalons de notre action, une action encore plus forte, plus pertinente et plus rayonnante. Nous avons ouvert de nouvelles avenues, nous avons exploré nos champs d'intervention avec de nouveaux acteurs pour changer d'échelle et agir avec plus de force. Nous avons décelé les failles de nos opérations, y avons apporté des correctifs et fait jaillir de nouvelles niches.

Tous azimuts, nous avons fait germer de nouveaux outils, des podcasts, des formations pratiques en ligne, des cliniques virtuelles, des ateliers hybrides, un mentorat de proximité, le financement de l'innovation, etc.

Nous n'avons surtout pas croisé nos bras. Nous sommes allés au bout de notre logique d'apporter avec efficacité et performance des réponses innovantes aux enjeux qui nous semblaient préoccupants. Ensemble, nous avons construit un programme qui nous ressemble et en l'utilité et l'impact réel duquel nous croyons.

Continuons de tracer la voie d'une coopération moderne et décomplexée qui porte des fruits palpables et mesurables au-delà des espérances.

---

Lionelle Ngo-Samnack  
Spécialiste de programmes

# Sommaire

<b>02</b>	Changeons d'échelle	<b>19</b>	Soutien aux plateformes francophones
<b>04</b>	Chiffres clés	<b>21</b>	Têtes d'affiche
<b>05</b>	Appui aux cadres institutionnels et juridiques	<b>22</b>	Ressources du programme
<b>07</b>	Renforcement de l'expertise francophone	<b>23</b>	Ils en parlent
<b>09</b>	Publications	<b>24</b>	Opportunités du programme
<b>09</b>	Appui aux démarches et actions novatrices	<b>25</b>	Calendrier provisoire 2022

# Chiffres clés

**12 évènements**  
organisés  
(6 en ligne et  
6 présentiels)



**8 projets citoyens** mis en œuvre en faveur de **plus de 9 000 francophones**

**94 974 personnes formées avec 35 125 attestations délivrées** dans le cadre d'une série de 6 formations en ligne (19,6 % femmes, 89 % jeunes, 68 États et gouvernements membres, 37 % de taux de réussite et 95 % de taux de satisfaction)



**12 podcasts** « Voix durables » auprès d'une audience de plus de 14 500 personnes issues de 93 pays du Nord et du Sud



En 2021, **237 601 visiteurs uniques** ont consulté **8 035 355 pages** de la plateforme Objectif 2030

603 000 vues des vidéos publiées sur la chaîne Youtube, **2,4 millions de minutes** de visionnage au total



Budget de **1 922 011,82 euros** (76,21 % de taux de réalisation) dont 80,37 % de ressources externes

**3 actions d'envergure** initiées (Innovations au Cameroun et en RDC, Jeunesse et environnement en Haïti, Société civile au Bénin et au Togo) en faveur de **plus d'un million de francophones**



# Appui aux cadres institutionnels et juridiques

## Assises francophones sur la gestion de l'environnement

Du 6 au 8 décembre 2021, se sont tenues à Niamey (Niger), les assises francophones sur la gestion durable des ressources naturelles : droit de l'environnement et évaluations environnementales. Organisées par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en partenariat avec le Ministère en charge de l'environnement du Niger, les assises francophones avaient pour objectif de contribuer d'une part à une meilleure prise en compte des enjeux émergents notamment liés à la santé et les changements climatiques dans les procédures d'évaluation environnementale et sociale et d'autre part à renforcer la prise en compte du droit de l'environnement dans la formation des magistrats. Y ont pris part une quarantaine d'experts en évaluation environnementale et en droit de l'environnement de 14 pays de l'Afrique francophone.

## Inventaires vérifiés des acteurs non étatiques actifs dans le domaine du développement durable au Bénin et au Togo

Les plateformes multipartites sont une source de connaissances et de soutien pour les stratégies nationales de développement durable et les politiques de durabilité des gouvernements en fournissant des conseils ciblés sur des questions de société parfois controversées.

L'IFDD a amélioré la mise en réseau et la visibilité des efforts organisationnels existants pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable (ODD), en dressant un inventaire vérifié de toutes les organisations de la société civile concernées au Bénin et au Togo par le biais de deux activités en 2021.



Intervention de Madame Garama Saratou Rabiou Inoussa, Ministre de l'Environnement et de la lutte contre la désertification du Niger

*L'organisation de tables rondes pour relier et identifier les organisations pertinentes qui contribuent au Programme de développement à l'horizon 2030*

Au Bénin, les Organisations de la Société Civile (OSC) se réunissent pour échanger sur la visibilité de leurs actions en faveur du développement durable.

Du 24 juin au 8 juillet 2021 ont eu lieu au Bénin trois tables rondes des OSC intervenant dans la mise en œuvre ODD. Organisés par la Maison de la Société Civile (MdSC), les trois rendez-vous ont rassemblé 142 représentants d'OSC, mairies, ministères sectoriels et services déconcentrés de l'État.



Table ronde au Bénin



Table ronde au Togo

Grâce aux travaux de groupes interactifs qui se sont déroulés lors de ces rendez-vous, l'inventaire des organisations a également pu être enrichi de près de 300 nouvelles entrées. Le travail de restitution réalisé en aval par les organisations présentes a d'ailleurs permis la diffusion des recommandations des tables rondes à plus de 2500 personnes.

Au Togo, sept tables rondes renforcent l'engagement des OSC en faveur des ODD.

Du 25 juillet au 3 août 2021 ont eu lieu au Togo sept tables rondes des OSC intervenant dans la mise en œuvre des ODD. Organisées par la Plateforme des organisations de la société civile pour la vaccination et l'immunisation au Togo (POSCVI-TOGO) pour le compte du Groupe de Travail des Organisations de la Société Civile sur les ODD (GT-OSC-ODD), ces tables rondes ont eu lieu dans les chefs-lieux des régions administratives, et une table ronde nationale est venue entériner les précédents échanges.

Ces rencontres ont regroupé au total 199 personnes (OSC, mairies, ministères sectoriels et services déconcentrés de l'État) et ont permis d'ajouter 297 nouvelles entrées à l'inventaire des organisations, portant à plus de 400 le nombre d'OSC recensées.

*Le développement d'un inventaire vérifié de la société civile au Bénin et au Togo offre une vue d'ensemble et un point de référence pour le réseautage des acteurs de la société civile liés aux ODD et leurs activités.*

Ces actions permettront en 2022 de finaliser la conception d'une cartographie numérique et facile d'accès qui mettra un inventaire des acteurs non étatiques à la disposition du grand public et des décideurs politiques et d'organiser un symposium ouvert (Open SDG Club) pour diffuser les résultats du projet et créer un élan pour la mise en réseau de ces organisations dans les deux pays.

# Renforcement de l'expertise francophone

## Organisation d'une série de six formations en ligne en faveur de 94 974 francophones

*19 051 francophones se forment aux enjeux du développement durable*

Pour faciliter l'appropriation citoyenne de ces ODD, l'IFDD et l'Université Senghor ont organisé du 4 janvier au 28 février 2021 la 5<sup>e</sup> session de la formation en ligne gratuite et ouverte à tous (CLOM ou MOOC) intitulée « Comprendre et analyser les enjeux et les actions du développement durable ». Au cours de cette formation certifiante, **19 051 apprenants originaires de 49 États et gouvernements membres de l'OIF** ont suivi huit modules de formation structurés en 39 vidéos. 7 517 apprenants ayant participé à l'évaluation des connaissances ont obtenu leur attestation de réussite.

*Près de 14 000 francophones se forment à l'économie de l'environnement*

Du 1<sup>er</sup> au 28 mars 2021 s'est tenue la 3<sup>e</sup> session du CLOM intitulé « Économie et gestion de l'environnement et des ressources naturelles » organisé par l'IFDD et l'Université Senghor d'Alexandrie, avec le soutien financier de la Fondation MAVA.

Elle a rassemblé **13 942 apprenants originaires de 43 États et gouvernements membres de l'OIF**, qui ont suivi pendant quatre semaines les enseignements dispensés sur la plateforme numérique de l'initiative Objectif 2030. 6 799 d'entre eux ont également participé avec succès à l'évaluation des connaissances acquises et obtenu leur attestation de réussite.

*15 064 apprenants se forment au droit et à la protection de l'environnement*

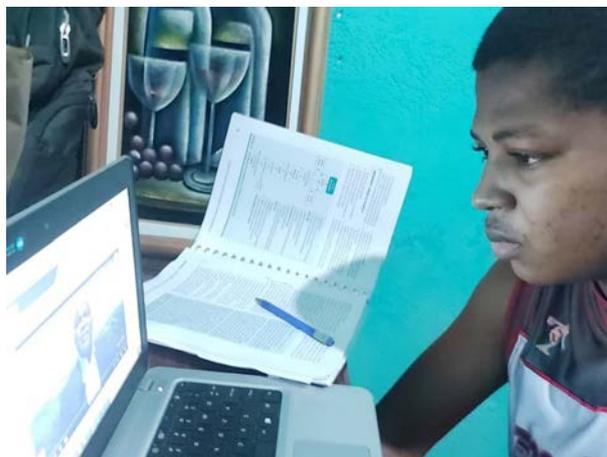
Du 05 avril au 02 mai 2021 s'est tenue la 3<sup>e</sup> session du CLOM intitulé « Droit et protection de l'environnement » organisée par l'IFDD et l'Université Senghor d'Alexandrie. Elle a rassemblé

**15 064 apprenants originaires de 46 États et gouvernements membres de l'OIF**, qui ont suivi pendant quatre semaines les enseignements dispensés sur la plateforme numérique Objectif 2030. 6 809 d'entre eux ont également participé avec succès à l'évaluation des connaissances acquises et obtenu leur attestation de réussite.

*13 654 apprenants pour la 3<sup>e</sup> session du CLOM Évaluation environnementale*

Du 10 mai au 27 juin 2021 s'est tenue la 3<sup>e</sup> session du CLOM intitulé « Évaluation environnementale des politiques et projets de développement » organisé par l'IFDD et l'Université Senghor d'Alexandrie.

Elle a rassemblé **13 654 apprenants originaires de 45 États et gouvernements membres de l'OIF**, qui ont suivi pendant huit semaines les enseignements dispensés sur la plateforme numérique de l'initiative Objectif 2030. 5 885 d'entre eux ont également participé à l'évaluation des connaissances acquises et obtenu leur attestation de réussite.



Bénéficiaire de formations en ligne

*18 028 francophones partent à la découverte de métiers porteurs pour la protection de l'environnement*

Soucieux de proposer une diversité d'enseignements spécifiques sur l'environnement et le développement durable, l'IFDD a lancé du 11 octobre au 21 novembre 2021 une nouvelle offre

de formation à la carte spécialement conçue pour soutenir l'orientation professionnelle en aidant les jeunes à trouver une vocation dans le domaine de l'environnement. 18 028 apprenants ont ainsi participé à la 1<sup>ère</sup> session CLOM intitulé « Métiers de l'environnement ».

Originaires de 40 États et gouvernements membres de l'OIF, ils sont partis pendant six semaines à la découverte de trois secteurs d'activités porteurs : Technologies de l'information et de la communication ; Accès, gestion et traitement de l'eau ; et Énergie durable. 4 339 d'entre eux ont également participé à l'évaluation des connaissances acquises et obtenu leur attestation de réussite.

***Technologies de l'environnement :  
15 235 francophones participent au  
nouveau cours en ligne de l'IFDD***

Soucieux de contribuer à la diffusion de solutions innovantes réduisant les effets préjudiciables de l'activité humaine sur l'environnement, l'IFD a lancé cet automne une nouvelle offre de formation à la carte spécialement conçue comme un appui technique pour l'insertion et la reconversion professionnelle dans le domaine de l'environnement.

15 235 apprenants originaires de 42 États et gouvernements membres de l'OIF ont ainsi participé à la 1<sup>ère</sup> session du CLOM intitulé « Technologies de l'environnement », qui s'est déroulée du 8 novembre au 19 décembre 2021 sur la plateforme numérique Objectif 2030. 3 776 d'entre eux ont également participé à l'évaluation des connaissances acquises et obtenu leur attestation de réussite.



Création de lampe solaire suite au cours  
Métiers de l'environnement

Le but de cette formation en ligne était de présenter plusieurs pôles technologiques émergents afin d'en assurer une plus grande visibilité : Technologies de l'information et de la communication ; Accès, gestion et traitement de l'eau ; et Énergie durable. À travers ces trois secteurs, elle a permis de mettre en lumière au cours de cette première session neuf technologies de l'environnement en pleine effervescence, capables par leur potentiel important de développement économique de générer des milliers d'emplois directs et indirects dans plusieurs régions francophones.

Au total, **94 974 personnes formées en 2021**. Les cours reprendront le 3 janvier 2022 et les inscriptions aux différentes sessions de formations sont déjà ouvertes à cette adresse : <https://www.objectif2030.org/mooc/>

# Publications

Le numéro 6 de la Revue Africaine de Droit de l'Environnement est consacré à la thématique « *Énergies renouvelables, transition énergétique et enjeux climatiques en droit africain* ».

Placée sous l'égide de la Commission mondiale du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature, la RADE bénéficie de l'appui logistique de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, Université de Carthage, et de l'Institut de la Francophonie

pour le développement durable, ainsi que du soutien financier de la Fondation Konrad Adenauer.

[https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2021/11/RADE-6\\_2021.pdf](https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2021/11/RADE-6_2021.pdf)



## Appui aux démarches et actions novatrices

### Soutien aux projets citoyens de développement durable

Dans le cadre d'un appel à projets de l'initiative Objectif 2030, 1 052 projets locaux ont été soumis sur la plateforme de l'initiative. À l'issue du processus, l'IFDD a apporté son soutien technique et financier à huit projets concrets en faveur de 9 000 bénéficiaires. Les huit projets à innovation sociale sont les suivants :

---

**Aménagement des berges du fleuve Mono contre l'inondation à Dédé (Bénin)** est un projet mis en œuvre par l'ONG Dozagna dans la localité de Dédé, Bénin, une zone fréquemment soumise aux débordements du fleuve Mono, dévastateurs pour les cultures et la population. Le projet visait à aménager et à reboiser 10 hectares des berges du fleuve. Le reboisement a été assuré par des jeunes formés qui ont développé des activités agro-écologiques leur assurant un complément de revenu.



Plantation de cocotiers par un jeune béninois

---

**Élevage des aulacodes comme alternative au braconnage des espèces animales dans le village de Tobagne (Cameroun)** est un projet mis en œuvre par le Comité de Développement du village Tobagne. Le projet vise à remédier au braconnage à travers un projet pilote d'élevage d'aulacodes pour préserver l'espèce sauvage endémique locale et réduire la pression humaine sur les ressources fauniques.

**Bandes, cercles verts et reprise des bosquets à Grande Colline (Haïti)** est un projet mis en œuvre par **Asosyasyon Pwodiktè Zanmi Oksijèn**. Le projet vise à remédier au déboisement grandissant des parcelles et la destruction des mini-forêts de la communauté. Il propose de mettre en place des structures vivantes intégrées dans les parcelles agricoles, qui seront associées en lisière à des bandes vertes d'espèces fourragères, fruitières et forestières.



Dotation de plants à une paysanne haïtienne

**Transformation et valorisation du typha : les femmes chaumières de Bango (Sénégal)** est un projet mené par l'ONG SEED en appui au GIE Suxali Alaam à Bango et lié à l'exploitation du roseau des abords du fleuve Sénégal. Le projet a pour objectif de faire de ce site une véritable ferme écologique permettant la valorisation des différentes ressources de la mangrove, ainsi que le développement de la filière typha afin de répondre à une forte demande locale, régionale et (inter) nationale. Il ambitionne de spécialiser des femmes de la localité dans la confection de chaumes modernes réalisés à partir de typha.



Transformation du typha en matériaux de construction

**Porc et poisson au pied de la mangrove (Guinée)** est un projet porté par le Réseau Émergence Guinée dans la préfecture de Coyah, une région fortement touchée par la destruction de la mangrove. Les populations démunies ont en effet pour activités de subsistance la commercialisation de la mangrove par la coupe abusive pour en faire des bois de chauffage et de source d'énergie pour plusieurs unités de fabrication. Le projet vise à offrir à ces populations une source alternative de revenu et protéger les mangroves. Il repose sur la création d'un élevage associé de type porc-poisson.



Élevage intégré en zone de mangrove

**Implantation d'une station de pompage photovoltaïque dans les oasis de Qataya (Tunisie)** mené par l'Association tunisienne d'énergie d'eau et d'environnement. L'oasis souffre de problèmes causés par la difficulté de drainage des eaux d'irrigation, ce qui a des influences sur la croissance et le rendement des palmiers dattiers et participe à l'abaissement du niveau de vie des citoyens. Le projet a permis d'implanter une station de drainage alimenté par l'énergie solaire à l'aide d'un champ de panneaux photovoltaïques.



Station de pompage photovoltaïque dans les oasis de Qataya en Tunisie

---

**Bizerte, ville cyclable (Tunisie)** mise en œuvre par l'association **Jeunesse Pour la Citoyenneté Active** à Bizerte. Le projet vise la promotion, l'inclusion et l'engagement civique des habitants de la commune de Bizerte, et en particulier les jeunes, en les incitant à une utilisation plus fréquente du vélo afin de minimiser l'utilisation de voiture et donc réduire la pollution atmosphérique. Il envisage notamment la création d'un atelier de réparation collaboratif et la création d'un espace de collecte de vente solidaire de vélos remis en état par les citoyens, tout comme de nombreuses actions d'initiation au vélo.

---

**Pisciculture intense en bassins intégrés à la culture du Moringa (Niger)** mis en œuvre par l'ONG **Convergence des Efforts pour un Développement Durable** dans le département de Gaya, une zone au fort potentiel hydrique. Le projet ambitionne de faire la promotion de la production intensive de poisson-chat en bassins bétonnés associée à la culture du Moringa. Aussi bien la production de poisson que celle du Moringa seront destinées à la consommation et la vente. Ceci permettra aux femmes bénéficiaires du projet de faire face à de petites dépenses, voire de devenir autonomes économiquement.



Mise en place des étangs piscicoles

### **Innovations et technologies environnementales pour le développement durable**

Le Projet de Déploiement des Technologies et Innovations Environnementales pour le développement durable et la réduction de la

pauvreté (PDTIE) est mis en œuvre par l'IFDD en partenariat avec l'Université Kongo en République Démocratique du Congo (RDC), Eden Africa et Ingénieurs Sans Frontières au Cameroun. Il vise à soutenir les innovations environnementales dans le Bassin du Congo.

Il est conjointement soutenu par l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union européenne (UE) dans le cadre du Fonds ACP pour l'Innovation, une des composantes du Programme de Recherche et d'Innovation de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).

#### *Mise en place des dispositifs nationaux*

Les équipes nationales ont été mises sur pied dès le début du projet au Cameroun et en RDC. Sept (7) appels d'offres et de candidature ont été publiés et diffusés pour soutenir la mise en place progressive des bureaux nationaux du PDTIE à Yaoundé et à Kinshasa. En outre, les comités de pilotage nationaux ont été mis sur pied avec huit points focaux des ministères parties prenantes du PDTIE par pays.

#### *Atelier officiel de lancement*

Du 27 au 28 septembre 2021, s'est tenu en format hybride un atelier de lancement des activités du PDTIE.

Organisée par l'IFDD et la Représentation extérieure de l'OIF pour l'Afrique centrale (REPAC), en partenariat avec l'Université Kongo en RDC, Eden Africa et Ingénieurs Sans Frontières au Cameroun, cette rencontre avait pour objectif de contribuer d'une part à une meilleure compréhension et appropriation du projet par les différentes parties prenantes actives dans le secteur de la recherche-innovation et, d'autre part, de valider de façon consensuelle les documents du projet produits lors de la phase de démarrage.

La cérémonie officielle de lancement a vu la participation du sous-secrétaire général en charge du département des questions politiques et du développement humain de l'OEACP, du directeur a.i. de l'IFDD, du recteur de l'Université Kongo,



Bureaux PDTIE au Cameroun



Comité de pilotage

du chef de la coopération de la Délégation de l'Union européenne en RDC, de la Secrétaire générale à l'industrie, et de la déléguée générale à la francophonie de la RDC et du directeur de cabinet de la Vice-Première Ministre, ministre de l'Environnement et du développement durable. Une quarantaine de cadres et spécialistes de la recherche, de l'enseignement supérieur et du développement durable du Cameroun et de la RDC ont aussi participé à ces assises. Des représentants d'institutions partenaires, telles que l'Agence universitaire de la Francophonie et l'Union européenne, y ont également pris part. Organisé sous format hybride, cet atelier a été simultanément suivi par 1 450 francophones sur Zoom et Facebook, y compris les 20 organisations éligibles au soutien financier aux tiers.

Lors de cette cérémonie d'ouverture, les intervenants ont rappelé l'importance de ce projet qui offre une opportunité pour relancer la recherche environnementale dans le Bassin du Congo, en créant un environnement propice au transfert des technologies, au développement de nouvelles idées et de nouvelles approches au profit de tous, notamment les femmes et les jeunes.

Les parties prenantes ont ensuite mené deux jours durant des travaux qui leur ont permis d'améliorer la structure de gouvernance institutionnelle et opérationnelle du projet ; la définition du rôle et du mandat des organes de gouvernance ; et le contenu du manuel de procédures administratives et financières. Par ailleurs, les grandes tendances de l'étude de référence réalisée au Cameroun et en

RDC ont été présentées. Cet atelier a été suivi de la réunion du jury de sélection des organisations bénéficiaires du soutien financier aux tiers.

#### *Étude de référence sur l'état de la recherche sur le développement durable au Cameroun et en RDC*

Une étude de référence a été réalisée au Cameroun et en RDC, afin de définir les données de référence concernant les groupes cibles et les indicateurs du cadre logique du PDTIE, et évaluer l'état de la recherche scientifique, partant de la formation à la diffusion de l'information issue de la recherche.

La démarche méthodologique a été faite en intégrant l'analyse de la documentation disponible, les enquêtes et les visites de terrain (dans cinq pôles scientifiques pour la RDC et dans les dix régions pour le Cameroun). Au total, 41 institutions ont été contactées lors des visites de terrain et 284 formulaires complétés en RDC ; au Cameroun, 35 institutions ont été contactées et 222 formulaires remplis pendant les enquêtes de terrain. Les données récoltées ont été analysées, interprétées et confrontées aux informations issues de la littérature. L'étude a globalement fait ressortir ce qui suit :

En RDC, les valeurs initiales de tous les indicateurs (situation de 2020) sont trop basses. Le score GCI est de 15,17 ; le % de recherches appliquées au développement durable est de 52,1. Le nombre de publications scientifiques sur les innovations appliquées est de 181. La proportion des femmes

chercheuses dans les institutions de recherche et d'enseignement est de 8,5 %. L'enseignement supérieur et universitaire de la RDC organise 71 filières d'étude dans quatre catégories des institutions réparties sur toute l'étendue du pays. Les filières dédiées aux R&I et DD occupent 42,3 % et représentent environ 13,1 % des lauréats pour les cinq dernières années (avec une faible représentativité des filles : 25,45 %). Une faible expérience en matière de gestion des projets dans la R&I et DD par la communauté scientifique de la RDC est observée. La recherche est le fruit d'une collaboration avec des partenaires internationaux (78,8 %), témoignant l'absence d'une recherche indépendante. Les revues nationales sont les plus utilisées (à 58 %) pour la publication des résultats de chercheurs congolais. 42,85 % des revues nationales sont accessibles en ligne avec une fréquence de publication annuelle de 8,2 (pour 17 articles par parution en moyenne) et sont toutes dotées d'un comité scientifique. Seulement 16 % parmi elles sont spécialisées en R&I et DD. Ces dernières ne sont pas référencées dans les bases de données internationales, ce qui ne permet pas une visibilité des chercheurs et institutions de recherche congolais à l'échelle internationale.

Au Cameroun, à quelques exceptions près, les valeurs initiales des indicateurs (situation de 2020) sont plus élevées que celles de la RDC. Le nombre de publications scientifiques sur les innovations appliquées est de 1 123. La proportion des femmes chercheuses dans les institutions de recherche et d'enseignement varie entre 17,46 % et 38,55 %. L'enseignement supérieur et universitaire au Cameroun s'organise autour de treize universités dont huit universités d'État et cinq universités privées, avec 224 instituts supérieurs privés. Les filières dédiées aux technologies et innovations environnementales s'élèvent à 80 % à la Faculté des Sciences de l'Université de Yaoundé I et représentent entre 93,47 % et 94,46 % des lauréats pour les trois dernières dans cet établissement (avec une faible représentativité des filles : 43 % sur le nombre de diplômes de Master 2 obtenus et 36 % sur le nombre de diplômes de Doctorat obtenus). La région du Centre avec 5 universités et 72 instituts supérieurs privés connaît la plus forte concentration de

ces institutions de formation. Malgré une assez bonne expérience en matière de gestion des projets dans la R&I et DD par la communauté scientifique du Cameroun, la recherche est surtout le fruit, soit d'un autofinancement des chercheurs eux-mêmes, soit d'une collaboration avec des partenaires internationaux. Les revues internationales sont les plus utilisées pour publier les résultats de recherche des chercheurs camerounais. Il existe d'ailleurs très peu de revues nationales scientifiques (1 seule revue sur 57 revues identifiées).

### *Deux jours d'ateliers virtuels pour l'appel à propositions*

20 organisations éligibles étaient réunies virtuellement les 7 et 8 septembre 2021 pour une clinique de rédaction de propositions dans le cadre du premier appel à propositions lancé le 20 mai 2021 par le PDTIE.

### *Soutien financier aux tiers*

Deux appels à propositions ont été lancés du 20 mai au 20 septembre 2021, puis du 13 octobre 2021 au 13 décembre 2021, afin de soutenir le déploiement de technologies et innovations environnementales. Les 6 projets d'une valeur totale de 1,26 millions d'euros financés par le premier appel sont les suivants :

- École nationale polytechnique de Yaoundé (Cameroun) pour la mise en place du **Fab Lab Polytech Yaoundé** spécialisé sur les énergies renouvelables dont la première application prévue est la conception locale et la fabrication assistée par ordinateur des micro-turbines pour la production décentralisée d'électricité propre par l'eau, pour une subvention de 300 000 euros.
- Université Évangélique en Afrique (RDC) pour la mise en place du **FabLab EcoDéchets Bukavu** spécialisé dans recherche de solutions modernes sur la gestion et la valorisation des déchets, pour une subvention de 300 000 euros.
- Université de Kinshasa (RDC) pour la création du **Centre de Recherche et d'Innovation Technologique en Environnement et en Sciences**

de la Santé (CRITESS) qui propose une approche holistique de lutte contre le paludisme avec une démarche originale santé-environnement pour la lutte intégrée pour réduire la reproduction des anophèles dans les zones à risques et la production des nanomédicaments pour le traitement du paludisme. Conjointement présenté par les facultés de pharmacie et de sciences agronomiques de cette université, le projet est financé à hauteur de 170 000 euros.

- École nationale supérieure des sciences agro-industrielles de l'Université de Ngaoundéré (Cameroun) pour son **Projet d'excellence en production d'innovations technologiques en agro-industrie**. Ce projet a la particularité d'avoir un rayonnement sous-régional puisque cette école d'ingénieurs localisée au carrefour de 3 pays (Cameroun, RCA et Tchad) prévoit de poursuivre sa tradition d'intégration sous-régionale (accueille systématiquement 20 % d'étudiants de la sous-région) en assurant l'incubation de 20 innovations agroalimentaires portées par des jeunes de la région Afrique centrale, au-delà du Cameroun. Une subvention de 170 000 euros leur est accordée.
- Mission de Promotion de Matériaux Locaux (Cameroun) avec son projet sur la **Production et diffusion des innovations pour les constructions écologiques et les équipements au Cameroun**. Ce centre de recherche se propose de soutenir 15 innovations axées sur les matériaux de construction alternatifs et la réduction des coûts des matériaux de construction en faveur des populations défavorisées, pour une subvention de 170 000 euros.
- École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux pour une étude portant sur **l'état des savoirs locaux et autochtones en matière de développement durable et leur utilisation** en tenant compte des spécificités liées au genre et à l'égalité femme et homme en RDC et au Cameroun, pour une subvention de 150 000 euros.

Les résultats du 2<sup>e</sup> appel seront publiés au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

### *Le PDTIE à la COP 26*

L'IFDD a organisé le 9 novembre 2021 au pavillon de la Francophonie, un événement parallèle à la COP 26 dont le thème était « Les innovations environnementales dans le Bassin du Congo, une action climatique forte en Afrique francophone ». L'objectif était de présenter la théorie du changement du PDTIE, ses premières actions engagées en faveur du développement des technologies vertes au Cameroun et en RDC ainsi que celles à venir, tout en favorisant un partage de bonnes pratiques entre les acteurs de changement. Sont intervenus à cet événement : Mme Cécile Martin Phipps, directrice de l'IFDD, M. Dieudonné Faka, Coordonnateur du Programme ClimSA, OEACP, Mme Simona Mari, Experte senior Unité STI et digitalisation, Direction générale des partenariats internationaux - INTPA, Union européenne, M. Jean Etobe, coordonnateur Ingénieurs Sans Frontières et deux jeunes apprenants de la RDC et du Cameroun (Jeffrey KAMWIZIKU et Cynthia Raïssa ETUNGA AYISSI).



Mme Cécile Martin-Phipps, directrice de l'IFDD, et M. Dieudonné Faka, coordonnateur du programme ClimSA, OEACP.

### *Première revue annuelle*

À la fin de la première année de mise en œuvre du PDTIE, les membres du consortium ont pris le temps de présenter les 16 et 17 décembre 2021 les faits saillants et les réalisations annuelles au comité de pilotage réunissant les représentants des administrations parties prenantes du projet. Une vingtaine de participants y ont pris part.

La synthèse des activités réalisées au courant de l'année ainsi que les résultats qui en découlent, suivis d'échanges sur la méthodologie

d'intervention, ont permis d'identifier les défis majeurs et de définir de façon concertée des pistes de solution. Ces éléments permettent d'esquisser la teneur du rapport annuel du PDTIE qui soutient l'atteinte progressive des objectifs attendus du projet.

Le plan d'action 2022 a également été proposé par l'équipe du projet et enrichi par les autres participants. Afin de peaufiner l'approche inclusive du PDTIE, des pistes d'inflexion ont été envisagées pour renforcer l'action du comité de pilotage et co-construire des synergies nationales et régionales avec le PDTIE.

À l'issue des travaux en salle, les participants ont visité le 17 décembre 2021 l'Institut de recherche agricole pour le développement et le Salon International de l'Artisanat du Cameroun. Ces visites ont permis de découvrir deux laboratoires (sol et agroalimentaire) et de s'entretenir avec le directeur adjoint et les chercheurs de l'IRAD sur les infrastructures de recherche, les enjeux majeurs et les collaborations existantes en Afrique centrale. Par ailleurs, les participants ont pu échanger avec les innovateurs et les artisans présents au salon sur l'innovation inclusive et appliquée.

Le comité de pilotage s'est réjoui de l'avancée du PDTIE, qui est une belle opportunité pour la recherche et l'innovation en faveur du développement durable dans le Bassin du Congo. Les résultats obtenus en 2021 sont satisfaisants et encourageants. L'espoir d'en faire davantage en 2022 est légitime avec la consolidation des synergies qui se renforcent autour du PDTIE.

### **Jeunesse haïtienne, environnement et développement durable**

Mise en œuvre par une équipe pluridisciplinaire de l'OIF composée de l'IFDD (Québec), de l'Unité Jeunesse, Sport et Citoyenneté (UJSC – Paris, France), de la Représentation extérieure de l'OIF pour la Caraïbe et en Amérique Latine (REPCAL – Port au Prince, Haïti), avec le concours de la Direction de la planification et de l'évaluation (DPE – Paris, France), l'Action est financée par la Délégation de l'Union européenne en Haïti

dans le cadre de son programme thématique « Organisation de la société civile ».

Elle vise principalement à soutenir la mise en place d'un environnement favorable et inclusif pour la participation de la jeunesse haïtienne dans la gouvernance publique du développement durable (DD), tout en contribuant à l'amélioration de l'employabilité des jeunes au travers de l'éducation non formelle, de la formation professionnelle, de l'orientation professionnelle, de l'appui à l'innovation et à l'entrepreneuriat.

#### *Étude de référence sur la jeunesse haïtienne, environnement et développement durable*

Une étude sur la situation de référence a été réalisée en vue de connaître la situation de démarrage afin de mesurer à terme l'impact du projet. Le but était de définir les données de référence concernant les jeunes et les associations de jeunes en matière de développement durable, tant au niveau stratégique que technique.



Participants de l'atelier de lancement à Port au Prince



Atelier de groupe lors du lancement de l'action

L'étude décrit l'état de l'économie haïtienne, son potentiel pour l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes haïtiens, de même que le portrait de l'éducation non formelle, de la formation professionnelle, de l'orientation professionnelle et de l'appui à l'innovation. La démarche méthodologique est basée sur une approche participative, inclusive et holistique, ainsi qu'une documentation spécialisée sur le développement durable, l'environnement, la participation et l'entrepreneuriat des jeunes en Haïti, publiée par les institutions représentatives de ces différents secteurs. La situation socio-économique, ainsi que l'état de l'éducation informelle et de la gouvernance environnementale ont été analysées à travers des documents de politique stratégique. Un répertoire actualisé des universités, centres de formation technique et associations actives dans la formation professionnelle, le développement de l'entrepreneuriat ou dans l'appui à l'innovation a été réalisé. Des enquêtes et des entretiens semi-structurés ont été effectués auprès de certaines organisations haïtières, des institutions publiques et des organismes à but non lucratif pour une meilleure appréhension de la situation en matière de développement durable, d'entrepreneuriat et de gouvernance environnementale.

#### *Appel à projets pour soutenir 115 initiatives de jeunes en faveur de l'environnement et du développement durable en Haïti*

Dans le cadre de cette Action, l'IFDD a lancé un **appel à projets du 25 mai au 25 août 2021** afin d'améliorer l'implication citoyenne de la jeunesse haïtienne en faveur d'une croissance inclusive, durable et résiliente aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Cette action d'une enveloppe globale de **300 000 euros** vise à soutenir **115 projets concrets** d'un montant allant de 500 à 10 000 € en faveur de l'environnement et du développement durable, conçus et mis en œuvre par et pour les jeunes en Haïti à travers les trois activités suivantes:

- Soutien à 10 organisations de jeunes engagées pour la protection de l'environnement et le développement durable en Haïti pour un montant de 100 000 euros.

- Soutien à 100 projets innovants d'auto-entrepreneuriat en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable pour un montant de 150 000 euros
- Soutien de 5 médias pour la diffusion de contenus en faveur de la citoyenneté, de l'environnement et du développement durable en Haïti pour un montant de 50 000 euros.

Cet appel à projet a été complété par des mesures d'accompagnement technique des 113 candidats présélectionnés.

#### *Clinique virtuelle pour accompagner 21 organisations et médias jeunesse*

21 organisations éligibles se sont réunies virtuellement le 29 octobre 2021 pour une clinique de soumission de projets dans le cadre de l'appel à propositions lancé le 28 mai 2021. Cette formation organisée sous forme de cas pratiques avait pour objectif d'orienter les candidats pour une meilleure structuration de leurs projets et de renforcer les capacités des organisations éligibles pour le développement des projets intéressants capables de répondre aux objectifs recherchés. Il s'agissait particulièrement de :

- familiariser ces organisations avec les conditions, critères et méthodologies à privilégier ;
- favoriser le ciblage et la structuration des organisations en pôles territoriaux et thématiques ;
- discuter avec les porteurs des projets de l'éligibilité de leur proposition et de la cohérence de leur projet.

Pendant une journée, la trentaine de participants a pu suivre différents modules sous forme de présentations menées par les formatrices de l'IFDD, avec des études de cas et échanges interactifs. Armées de ces connaissances, les organisations avaient jusqu'au 30 novembre 2021 pour soumettre leurs dossiers finaux de candidature sur la plateforme dédiée.

### *Mentorat des jeunes entrepreneurs*

L'IFDD a accompagné durant deux mois 92 jeunes présélectionnés dans le cadre de l'appel à projets et ayant une idée d'entreprise pouvant permettre de générer des revenus tout en contribuant à la protection de l'environnement et au développement durable.

De façon spécifique, il s'agissait grâce à ce mentorat :

- d'améliorer les connaissances et les aptitudes en développement des affaires en lien avec la protection de l'environnement et le développement durable
- d'accéder de façon privilégiée aux experts et aux entreprises œuvrant dans le développement durable grâce à du mentorat et un accompagnement personnalisé
- de favoriser l'intégration des meilleures pratiques de création d'entreprises viables dans les projets en gestation
- de partager les opportunités pertinentes et favoriser les collaborations professionnelles afin de soutenir le développement optimal des entreprises vertes de jeunes.

Cet appui leur a permis de rédiger des plans d'affaires simplifiés afin de présenter leur projet d'entreprise, et éventuellement de mobiliser des financements pour les développer. Aussi, le mentorat a débuté par un cycle de formations dispensées sous forme de webinaires suivi d'une évaluation. Afin de permettre à chaque entrepreneur de structurer le projet de la manière la plus cohérente, un coaching individualisé à distance a été assuré pendant 4 semaines. Ensuite, les jeunes ont été accompagnés pour trouver entre eux des pistes de synergies (partenariats commerciaux, structuration de nouvelles relations contractuelles, échanges de contacts, échanges d'expériences, etc.).

### *Atelier de lancement*

Du 12 au 13 novembre 2021 s'est tenu l'atelier de lancement officiel de l'Action « Objectif 2030 – Appui pour la participation et l'action de la

jeunesse haïtienne en faveur de l'environnement et du développement durable ».

Cette rencontre avait pour objectif de contribuer d'une part à présenter de façon officielle et concertée le dispositif opérationnel de l'Action et, d'autre part à une meilleure compréhension et appropriation de l'Action par les différentes parties prenantes.

La cérémonie officielle de lancement a vu la participation du ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique, Monsieur Justin PETRICKS, et du Représentant régional de l'OIF pour la Caraïbe et l'Amérique latine, Monsieur Emmanuel V. ADJOVI. Une quarantaine de jeunes responsables d'associations, journalistes et entrepreneurs ont également participé à ces assises. Organisé sous format hybride, cet atelier a été en partie simultanément suivi par plus de 1 000 francophones sur Facebook, y inclus les jeunes et organisations éligibles au soutien financier aux tiers mis en place dans le cadre de cette action.

À l'issue de cette séance d'ouverture, les participants ont pu profiter d'un interlude musical animé par un des artistes aimés de la jeunesse haïtienne, « BIC », qui a apporté sa touche artistique à cet événement. Les parties prenantes ont ensuite mené deux jours durant des travaux qui leur ont permis d'améliorer le cadre opérationnel de l'Action et ses axes d'intervention et le programme de formation présentielle de l'Action.

Par ailleurs, les grandes tendances de l'étude de référence réalisée en Haïti sur plusieurs secteurs comme la gouvernance environnementale, l'implication de la société civile, l'éducation non-formelle et la formation professionnelle, et l'employabilité en entrepreneuriat des jeunes haïtiens, ont été présentées.

Un dialogue très attendu est venu conclure l'atelier. Animé par Monsieur Michel JOSEPH, lauréat du prix jeune journaliste haïtien, il a réuni Messieurs Rock ANDRÉ et Djinaud PROPHETE, deux champions de l'entrepreneuriat novateur en Haïti autour du thème « Jeunes haïtiens, clé de voute pour une prospérité partagée ».

### *Mesure de la participation citoyenne*

Après bientôt deux décennies de pratique, l'efficacité et de l'efficience des systèmes participatifs en place doivent être appréciées à partir de l'examen des moyens mis en œuvre et des résultats obtenus. C'est la démarche préconisée par l'IFDD en initiant une consultation d'experts pour contribuer à l'évaluation de la participation citoyenne dans les politiques et processus de développement durable au niveau national. Une consultation réalisée dans 6 pays francophones (Haïti, Bénin, Sénégal, Gabon, Guinée, Haïti et Niger) a permis :

- d'apprécier les mécanismes de participation citoyenne en faveur du développement durable dans quelques pays pilotes de l'espace francophone ;
- de déterminer une liste d'indicateurs pour évaluer la participation citoyenne en faveur du développement durable au niveau des États et gouvernements membres de la Francophonie ;
- de rédiger une méthodologie d'évaluation de ces indicateurs ainsi que des éléments de mesure permettant de suivre l'évolution de la participation citoyenne tout en décrivant un cadre d'évaluation de la participation citoyenne dans les processus nationaux de développement durable.

L'outil dynamique qui en découle doit être recalibré selon les besoins de ses utilisateurs, encourageant à la fois la participation citoyenne mais également un outil facilitant la prise en main par les citoyens de ces processus participatifs dans une démarche de gouvernance publique.

# Soutien aux plateformes francophones

## Podcasts « Voix durables »

L'IFDD a entamé en 2021 la production d'une série de podcasts (balado) intitulée « Voix durables » dont l'objectif est de sensibiliser et informer le public francophone autour des concepts clés de l'environnement et du développement durable

grâce à un canal à forte pénétration. Ces émissions audios à la demande de 15 à 30 minutes proposent une alternative numérique plus adaptée aux pays faisant face à une connectivité limitée ou instable.

Les thématiques produites et diffusées en 2021 sont les suivantes :

#	THÈME	EXPERTS
1	Comment sauver l'Océan ?	Catherine Chabaud (France) Ousmane Gning (Sénégal)
2	Comment réduire la pollution numérique ?	Guillaume Pitron (France) Ousia Assiongbon Foli-Bebe (Togo) Florian Revaz (Suisse)
3	Comment nourrir la planète sans la détruire ?	Faouziath Sanoussi (Bénin) Yousra Abourabi (Maroc) Fanta Tanou (Mali) Rebeka Frazer-Chiasson (Canada – Nouveau Brunswick)
4	Comment préserver nos forêts ?	Yves Bergeron (Canada-Québec) Fifi Likunde (RDC) Jean-Christophe Bokika (RDC) Théophile Gata Dikulukila (RDC) Serge Sabin Ngwato (RDC)
5	Comment protéger la biodiversité ?	Sahondra Rajoelina (Madagascar) Julie Hanta Razafimanahaka (Madagascar) Kevin Lambaert (Wallonie Belgique)
6	Comment reverdir la Terre ?	Haïdar El Ali (Sénégal) Cheikh Tidiane Touré (Mauritanie) Clément Mathieu (France)
7	Comment consommer durable ?	Catherine Houssard (Québec) Hamidou A Diawara (Mali) Marie-Stella Konian (Côte d'Ivoire)
8	Quelle ville pour demain ?	Jean-Pierre Elong Mbassi (Cameroun) Aziza Chaouni (Maroc) Stéphane Levêque (France)
9	Le droit de l'environnement peut-il sauver la planète ?	Cécilia Rinaudo (France) Marta Torre-Schaub (France) Alain Georges Moukoko (Gabon)
10	Comment faire face aux catastrophes naturelles ?	Sadrac Saint-Fleur (Haïti) Emmanuel Garnier (France)
11	Peut-on faire de nos déchets, une richesse ?	Edem d'Almeida (Togo) Auréli Gateaud (Suisse)
12	De l'énergie (durable) pour tous, est-ce possible ?	Josée Provençal (Canada – Québec) Marie Sawadogo (Burkina Faso)

Pour suivre les émissions audios : <https://podcast.ausha.co/voix-durables>

## Réseaux sociaux

Pour favoriser une forte mobilisation des francophones dans les activités du programme, plusieurs plateformes numériques et réseaux sociaux sont mis à contribution.

- Nombre de plateformes numériques (Moged et Objectif 2030) : 2
- Nombre de membres dans la liste de diffusion SendInBlue : 65 000
- Nombres de visiteurs uniques de la plateforme Objectif 2030 : 237 601
- Nombre de pages vues de la plateforme Objectif 2030 : 8 035 355
- Nombre d'abonnés Facebook Objectif 2030 : 59 744
- Nombre de suiveurs du compte Twitter Objectif 2030 : 2 870
- Nombre d'abonnés Instagram Objectif 2030 : 1 776

- Nombre d'abonnés Youtube Objectif 2030 : 7 100
- Nombre de vues des vidéos publiées sur la chaîne Youtube : 603 000
- Nombre de minutes de visionnage sur Youtube : 2 400 000
- Nombre de vues de photos sur flickr : 30 600

## Une plateforme à succès

En 2021, **8 035 355 pages** de la plateforme numérique Objectif 2030 ont été vues par **237 601 visiteurs**.

## Une plateforme dédiée

Lancée en 2019, la plateforme en ligne du MOGED intègre 1 203 articles, 95 publications et 122 profils pays sur la gestion de l'environnement.

**LA PLATEFORME NUMÉRIQUE  
OBJECTIF 2030 DEPUIS 2017**

**16 sessions  
de formation  
organisées**

**114 projets publiés issus de 26 pays  
dont 27 projets citoyens au bénéfice  
de plus de 60 000 personnes financés**

**213 641  
inscriptions  
aux formations**

**94 777  
attestations  
délivrées**

# Tête d'affiche

## Coopération allemande

En brisant toutes les barrières linguistiques et géopolitiques, la coopération allemande à travers le Conseil allemand de développement durable, le RNE, et la GIZ ont noué un partenariat franc et productif avec l'IFDD afin de soutenir l'intégration des organisations de la société civile francophone dans les dynamiques collaboratives en faveur du développement durable. Cette collaboration

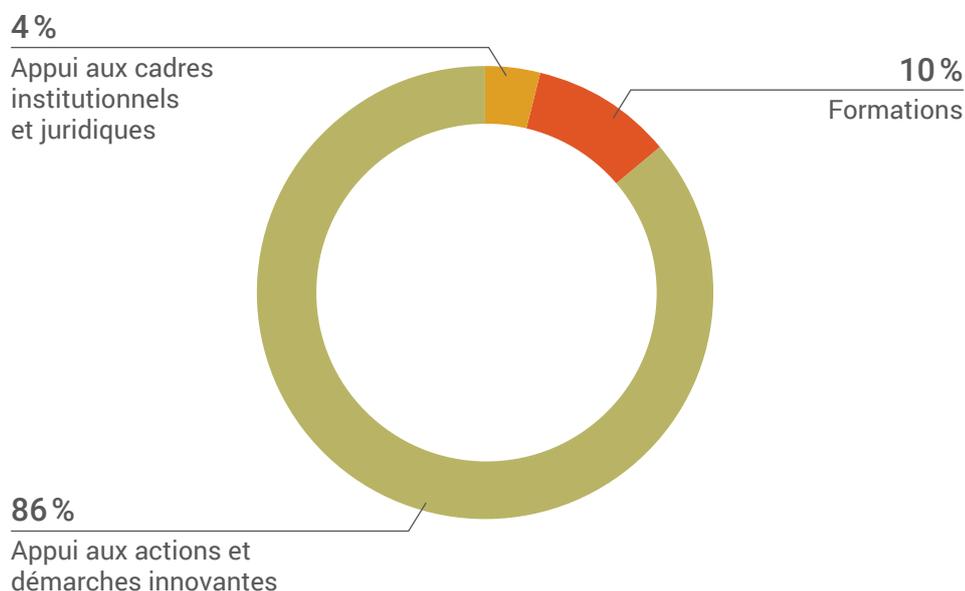
s'est matérialisée par la présence du groupe francophone aux symposiums organisés, la traduction des documents de travail en français et depuis 2021, le renforcement de la visibilité et de la mise en réseau des OSC œuvrant à la mise en œuvre des ODD au Bénin et au Togo. Cette solidarité internationale concrète débouchera à la mise en place en 2022 d'une cartographie numérique des acteurs de la société civile francophone en faveur du développement durable.



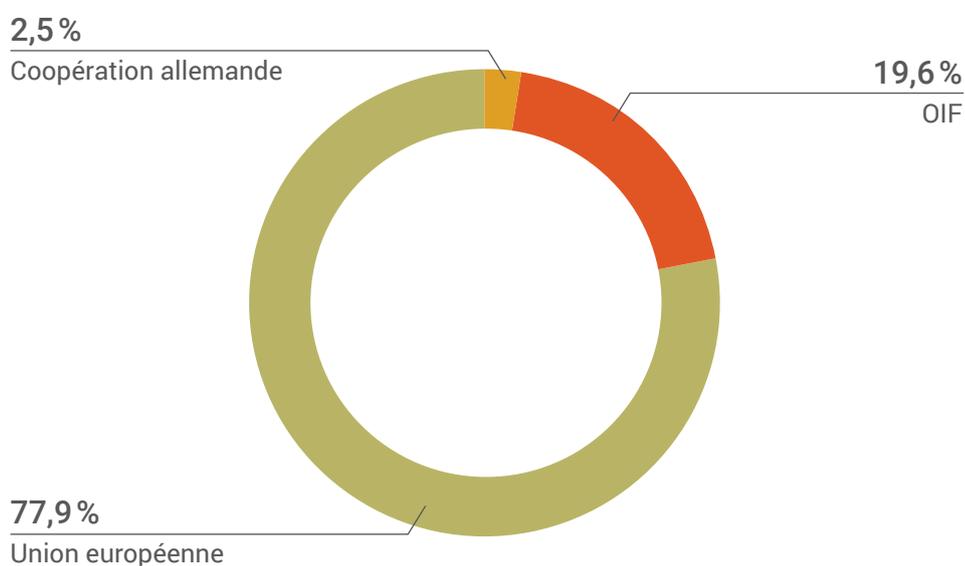
Participation citoyenne

# Ressources du programme

## Utilisation des ressources en 2021



## Sources de financement en 2021



La composante MOGED a été financée en 2021 à 19,6 % par l'OIF, à 77,9 % par l'Union européenne y inclus à travers l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et à 2,5 % par

le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement d'Allemagne (BMZ) à travers le Conseil allemand pour le développement durable (RNE) et la GIZ.

# Ils en parlent

## *Cameroon Radio Television (CRTV)*

Le 19 mars 2021, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la francophonie, le Directeur de la Francophonie au Cameroun (MINREX), Dr Christian POUT, l'ambassadeur de Tunisie au Cameroun S.E Karim Ben BECHER et la Présidente de EDEN AFRICA, partenaire de mise en œuvre du projet PDTIE, Mme Carine Diane NDEUNA ont participé à une émission spéciale de la télévision nationale (CRTV) en direct sur la Francophonie. En mettant en exergue l'importance d'une Francophonie utile pour ses États membres et les populations, Diane NDEUNA a présenté notre projet conjoint sur les innovations. Elle a saisi cette occasion pour lancer un appel à l'opinion publique camerounaise pour participer aux différentes opportunités offertes par ce projet d'envergure qui lie la recherche aux problématiques sociétales.

## *La prospérité*

La prospérité, quotidien congolais, a publié dans sa Une du N°5673 du 28 septembre 2021, l'article intitulé « Atelier de lancement à Kinshasa, PDTIE : la RDC, le Cameroun et les institutions initiatrices favorables à la protection de l'environnement ».

## *Haïti Flash Info*

Haïti flash info a publié un article intitulé « L'objectif 2030 dans le viseur de l'OIF en Haïti avec et pour les jeunes » le 14 novembre 2021.

## *Télé Sahel*

Télé Sahel, télévision nationale du Niger, a diffusé en décembre 2021 un reportage audiovisuel sur les assises francophones sur la gestion durable de l'environnement.

## *Œil du Sahel*

L'hebdomadaire camerounais Œil du Sahel a publié le 15 décembre un article intitulé « Le projet PDTIE octroie 111 millions à l'Université de Ngaoundéré ».

## *BBC Afrique et AfricaNews*

AfricaNews et BBC Afrique ont produit un reportage télévisé sur le projet sur la production du biogaz à partir des épiluchures de manioc soutenu par l'IFDD dans le cadre de la plateforme Objectif 2030. Les reportages ont permis de ressortir l'impact du charbon bois sur la santé des populations et les conditions de vie des populations, mais il était surtout question de montrer le processus de fabrication du biodigesteur et de présenter les avantages de l'utilisation du biogaz. La diffusion sera faite en 2022.

## Témoignages sur le programme

---

“ Félicitations pour cette cartographie doublement utile : outre la « francisation » du rapport *Environmental Rule of Law*, qui facilite l'accès à cet important document aux francophones, elle comporte 15 monographies nationales sur l'effectivité du droit, complétant opportunément l'ouvrage sur les indicateurs juridiques.”

*Ali Mekouar, Maroc*

“ Merci pour cette cartographie fort intéressante. Merci pour votre investissement et votre objectif de toujours servir les lecteurs francophones sur les actualités scientifiques liées non seulement au droit de l'environnement mais à tous les secteurs et disciplines qui couvrent l'environnement. Vos publications et conférences me servent beaucoup aussi bien pour la rédaction des articles scientifiques que les travaux de consultance et les corrections des thèses et mémoires des étudiants.”

*Saholy Rabelisoa Raminintsotra, Madagascar*

## Ont activement contribué au succès du programme en 2021

Nous remercions particulièrement les collègues, partenaires et experts suivants pour la réussite du programme en 2021 :

Bibiane Kukosama  
Claire Schiettecatte  
Brice Sorgho  
Suzanne Boulay  
Laura Guien  
Jean Merlin Etobe  
Diane Ndeuna  
Brice Parent  
Val Masamba Lulendo Mpanda  
Moussa Sinon  
Yves Nassouri

Alain Auguste  
Adeline Biteng  
Nadege Mache  
Hassane Cisse  
Marie Dieuleine Alouidor  
Eleuthère Mvunda  
Bernard Lututala  
Laure Dutaur  
Gerard den Ouden  
Felix Meyerhoff

## Opportunités du programme

### Publication d'articles sur le droit de l'environnement

Vous avez un article sur le droit de l'environnement ? Vous pouvez répondre à l'appel à contribution lancé une fois par an en début d'année dans le cadre de la Revue RADE. Plus d'informations :

<https://www.ifdd.francophonie.org/appele-a-contributions-revue-africaine-de-droit-de-lenvironnement/>

### Participation aux formations

Étape 1 : Inscriptions aux cours en ligne.  
<https://www.objectif2030.org/mooc/>

Étape 2 : Candidature pour les formations présentielles en fonction des opportunités nationales pour les meilleurs apprenants (attestations des formations en ligne obligatoires).  
<https://candidat-ifdd.francophonie.org/>

### Recrutement de l'expertise externe

Le MOGED recrute parfois des experts ou des prestataires pour certaines de ses activités en fonction de ses besoins. Les appels sont alors postés sur le site de l'IFDD. Plus d'informations :  
<https://www.ifdd.francophonie.org/communications-publiques/>

# Calendrier provisoire 2022

3 janvier au 20 février 2022

6<sup>ème</sup> session de la formation en ligne « Comprendre et analyser les enjeux et les actions du développement durable »

28 février au 27 mars 2022

4<sup>ème</sup> session de la formation en ligne « Économie et gestion de l'environnement et des ressources naturelles »

10 mars 2022

Innovations environnementales et climatiques de la jeunesse en Francophonie - Dubaï Expo

17 mars 2022

« Les femmes au premier plan dans la lutte contre le changement climatique »  
66<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme

4 avril au 8 mai 2022

4<sup>ème</sup> session de la formation en ligne « Droit et protection de l'environnement »

18 au 22 avril 2022

Formation des bénéficiaires des subventions du PDTIE

16 mai au 3 juillet 2022

4<sup>ème</sup> session de la formation en ligne « Évaluation environnementale et sociale des politiques et projets de développement »

2 au 5 juin 2022

Célébration du cinquantenaire de la Déclaration de Stockholm

- Participation au dialogue de leadership intitulé « Accélérer la mise en œuvre de la dimension environnementale du développement durable dans le contexte de la Décennie d'action »
- Concertation francophone de haut niveau sur la finance climat
- Évènement parallèle sur l'engagement des jeunes francophones en faveur de l'environnement
- Concert virtuel « Chanter pour la planète »
- Opérations de plantation d'arbres et de nettoyage dans 10 villes

15 juin au 31 décembre 2022

- Mise en œuvre de 115 projets Jeunesse en Haïti
- Mise en œuvre de 15 projets PDTIE au Cameroun et en RDC
- Mise en œuvre de 10 projets citoyens en faveur du développement durable

4 au 30 juillet 2022

Série de 8 sessions de formation présentielle en faveur de 400 jeunes de la RDC et du Cameroun

11 au 15 juillet 2022

Organisation d'un évènement parallèle au Forum Politique de Haut Niveau des Nations Unies

10 au 20 août 2022

Série de 4 sessions de formation présentielle en faveur de 200 jeunes haïtiens

15 août au 9 octobre 2022

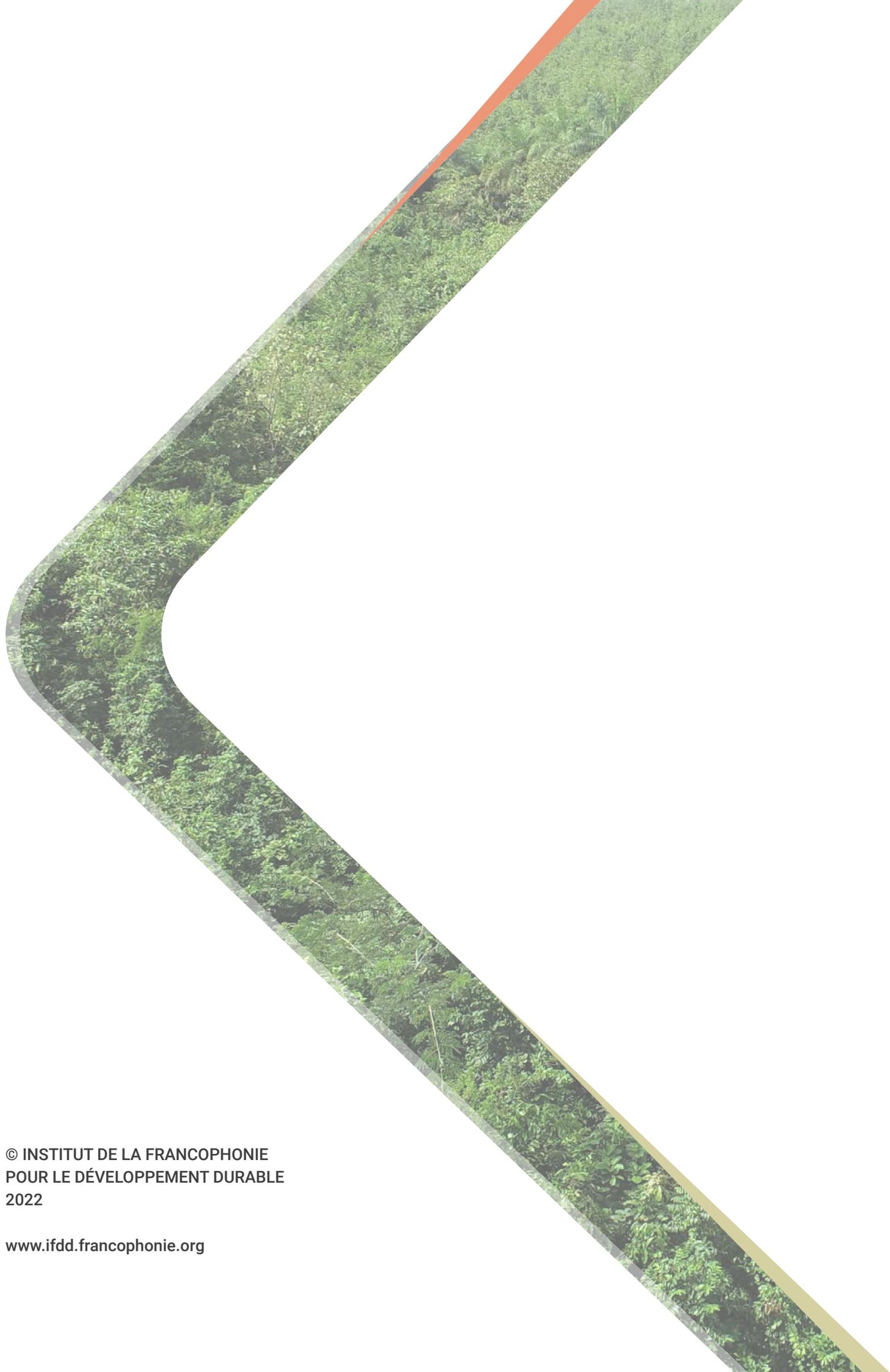
2<sup>ème</sup> session de la formation en ligne sur les métiers de l'environnement

17 octobre au 18 décembre 2022

2<sup>ème</sup> session de la formation en ligne sur les technologies de l'environnement

5 au 7 décembre 2022

Revue annuelle du PDTIE



© INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE  
2022

[www.ifdd.francophonie.org](http://www.ifdd.francophonie.org)